

LES PROJETS SOUVERAINS EN AFRIQUE DOIVENT S'INSCRIRE DANS LE CONTEXTE D'UNE RENAISSANCE DE L'INTERNATIONALISME

Par Ndongo Samba Sylla, chargé de programme



Photo : Forum Tiers-Monde

L'Espace Harmattan a abrité du 05 au 08 décembre 2016 un symposium autour du thème « souveraineté, luttes pour la démocratie et progrès social durable en Afrique ». Organisée par le Forum Tiers Monde et soutenue par la Fondation Rosa Luxemburg Dakar et International Institute for Democracy and Electoral Assistance cette rencontre a réuni des professeurs, des chercheurs et des militants venus d'Inde,

du Brésil, de Chine, d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. L'objectif premier était de partager les expériences dans l'analyse du capitalisme contemporain et des défis globaux qu'il pose. Le second était de tirer des leçons et de dégager des perspectives qui seraient mobilisables par les forces de gauche en Afrique en particulier.

Les populations du monde entier sont aujourd'hui confrontés à deux défis fondamentaux. Le premier est : comment concilier avancées démocratiques et avancées sociales ? Le second est : comment créer les conditions pour transformer la mondialisation néolibérale en cours en une mondialisation négociée au bénéfice de toute la population ?

Répondre à ces deux défis principaux implique de sortir du « libéralisme sauvage ». Est-ce envisageable ? Pour avoir une idée nette des marges de manœuvre disponibles, il est important de réfléchir sur la nature du capitalisme réellement existant d'aujourd'hui.

Le capitalisme d'aujourd'hui est qualitativement différent du capitalisme d'il y a cinquante ans. Entre-temps, nous avons assisté à une centralisation phénoménale du contrôle du capital (et non de la propriété du capital). Les chaînes de valeur globales sont la plupart du temps dominées par une poignée de multinationales. Cette centralisation sur laquelle repose le pouvoir des oligarchies a transformé en profondeur le système économique et le système politique.

Le capital financier ou Finance contrôle l'ensemble des systèmes productifs partout à travers le monde. Il réduit les entreprises au statut de sous-traitants. Il a domestiqué selon Samir Amin le système politique ainsi que les partis politiques, de gauche comme de droite. Il a également domestiqué le système d'information devenu un « clergé médiatique » au profit des monopoles¹. De la sorte, Il a vidé de son sens la démocratie et la distinction entre gauche et droite. La « démocratie bourgeoise » elle-même, malgré ses limites notables, a été enterrée. Ce qui laisse entrouverte l'option de l'extrême droite que l'on trouve de plus en plus au Nord et dans beaucoup de pays du Sud (avec des revendications pseudo-religieuses, pseudo-ethniques, etc.) et qui est une manifestation de la décomposition du système capitaliste, selon Samir Amin.

En marge de la centralisation du contrôle du capital, la seconde transformation importante qui est intervenue est le passage d'un impérialisme conjugué au pluriel (impérialismes portugais, britannique, français, belge, allemand, américain, etc.) à un « impérialisme collectif ». L'impérialisme de la Triade (Etats-Unis, Japon et Europe) a pour but de contrôler les monopoles que les puissances impérialistes avaient pu avoir de par le passé. Face à la Russie et à l'émergence de puissances comme la Chine,

¹ Sur ce sujet, voir les travaux pionniers du linguiste américain Noam Chomsky. Pour le cas français, voir le documentaire réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, « Les nouveaux chiens de garde », 2012.

l'impérialisme collectif ne peut pas survivre selon Samir Amin sans une gestion militaire des relations internationales².

DOMINATION DE LA FINANCE ET REcul DE LA DEMOCRATIE

Nous vivons donc une époque dominée par la Finance. Cette domination s'illustre par la capacité de la Finance à extraire du surplus sans contribuer à la production. Or, la Finance n'aime pas les impôts. Elle n'accepte que les impôts sur les pauvres (cf. les programmes d'austérité). Son triomphe a réduit significativement la capacité des Etats à poursuivre des politiques de « gestion de la demande » (*demand management*) selon Prabhat Patnik.

L'Etat bourgeois postcolonial avait essayé de protéger la petite production. Il intervenait pour défendre les travailleurs, les paysans notamment car la paysannerie avait été attaquée par le colonialisme. De nos jours, l'Etat est intéressé uniquement à promouvoir les intérêts de la Finance. Il ne défend plus la petite production qu'il s'agisse de l'agriculture ou de ses autres segments.

Le capital international est de mieux en mieux implanté dans les pays du Sud, surtout en Asie. Les salaires sont au niveau de subsistance dans ces pays. En termes réels, ils ont stagné, un peu à l'instar de ce qui s'est passé aux Etats-Unis durant ces quatre dernières décennies. Pour prendre le cas de l'Inde, la croissance économique n'arrive pas à gérer des emplois décents à un rythme en phase avec l'augmentation de la force de travail. Ce qui veut dire selon Prabhat Patnik que les travailleurs du Sud sont, eux-aussi, des victimes de la mondialisation néolibérale, laquelle a enclenché une dynamique de paupérisation globale.

Partout à travers le monde, on observe un décrochage entre la productivité - qui augmente - et les revenus des travailleurs - qui déclinent ou stagnent. Cette situation crée les conditions d'une surproduction. Un scénario d'autant plus probable que l'Etat n'est plus capable de mener des politiques de gestion de la demande. De ce point de vue, il n'y a pas de signe d'amélioration depuis la crise économique et financière de 2008. Le capitalisme est entré dans une période de crise prolongée. Cette crise n'est pas conjoncturelle. Elle a un caractère structurel. Elle n'est pas sans lien avec la crise de la démocratie, laquelle porte autant sur la forme (crise de la représentation et de la

² "In Fiscal Year 2001, before the declaration of the War on Terror influenced spending, the Pentagon spent \$333 billion on arms and manpower around the world to "defend democracy", above all what was defined as America's "national security interests". By 2009, that annual sum had more than doubled, when Iraq and Afghan costs were included, to \$711 billion. In comparison with the rest of the world's military spending, the sums spent by Washington were even more impressive. The United States was far and away the global leader in military spending: in 2008 it spend more than the next 45 highest spending countries in the world combined. Its Pentagon and related budget accounted for 48 percent of the world's total military spending, almost one half of every military dollar." Voir F. William Engdahl, *Full Spectrum Dominance. Totalitarian Democracy in the New World Order*, Progressive, 2009, p.227.

participation) que sur la substance (prévalence des intérêts de la Finance sur le bien-être des peuples). Comment, dans ces conditions, recouvrer le politique ? (*How do we win back politics ?*) Telle est la question pratique qui se pose partout aux peuples.

Partout les classes populaires se révoltent. Mais, chose extraordinaire, ce ne sont pas les forces de gauche qui sont à la tête de ces révoltes. Pourquoi ? Les forces de gauche tendent à penser que plus de distanciation vis-à-vis de la mondialisation doit déboucher sur le nationalisme, le fascisme, le racisme, etc. L'intelligentsia occidentale voit le nationalisme uniquement sous cet angle négatif. Or, il faudrait faire la distinction entre deux formes de nationalisme, et donc deux modalités de demande de distanciation vis-à-vis de la mondialisation capitaliste d'aujourd'hui.

Pour les forces de gauche situées dans le Sud, le nationalisme exprime tout d'abord la nécessité de reconquérir l'autonomie des Etats-nations et d'une « déconnexion » vis-à-vis de la mondialisation actuelle. Il exprime ensuite l'aspiration à des voies alternatives de développement à travers notamment l'élargissement des marchés domestiques et une redistribution plus équitable des richesses sociales. Le nationalisme, vu dans cette perspective, est une démarche de rébellion vis-à-vis de l'ordre capitaliste au nom de la nécessité d'une révolution démocratique qui transcende les différences ethniques, raciales, de caste, de genre, etc. Pour se « déconnecter » de la mondialisation en cours, les pays du Sud devront nécessairement instaurer des contrôles de capitaux. De même, ils doivent refuser l'installation de nouvelles bases militaires étrangères et se débarrasser de celles qui existent sur leurs territoires. Les petits pays sont particulièrement vulnérables vis-à-vis du pouvoir de la Finance en raison du caractère très peu diversifié de leur production. Ils doivent essayer de se réunir au sein de grands blocs en vue de résister avec succès à la mondialisation néolibérale.

LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT PAR LE NEOLIBERALISME

Les gouvernements latino-américains ont eu un agenda postnéolibéral mais pas postcapitaliste. Ils ont rétabli les fonctions de l'Etat – notamment la redistribution des gains économiques permis par une bonne conjoncture économique. Des politiques de lutte contre la pauvreté ont été menées sans qu'elles ne touchent toutefois aux privilèges des riches. Au-delà de la baisse des taux de pauvreté, des avancées sociales ont été notées dans le secteur de l'éducation et la culture et dans le domaine des infrastructures publiques.

Les situations ont été variables selon les pays. Au Venezuela, la reconstruction de l'Etat s'est faite à travers les « missions », des structures de gestion et d'exécution déconcentrées financées par la rente pétrolière. Ces « missions » constituaient une sorte d'Etat parallèle car l'Etat « normal » avait été détruit dans ses fonctions régaliennes car investies par de forces réactionnaires.

De manière générale, il faut souligner que l'ampleur de la corruption est tel qu'elle a significativement amoindri la portée des avancées sociales.

Pourquoi ce ne sont pas des projets postcapitalistes ? Il y a à cela deux raisons principales. La première est la « reprimarisation des économies » : la croissance des monocultures d'exportation et de l'extraction minière a accru la dépendance des pays latino-américains vis-à-vis du capitalisme international et des monopoles du Nord. La seconde est la domination du capital privé international dans les secteurs clés de l'économie.

L'exemple le plus illustratif cette thèse (projets postnéolibéraux mais pas postcapitalistes) est l'Equateur de Rafael Correa. L'ambition de Correa est de développer un « capitalisme moderne » qui accepte la lutte contre la pauvreté, l'extension de la protection sociale, une fiscalité progressive et la création en masse d'emplois décents. La question que l'on peut se poser est la suivante : est-ce que ces gouvernements pouvaient et peuvent faire autrement ? Avaient-ils (ont-ils) des alternatives ? Question d'autant plus importante que la droite en alliance avec l'impérialisme n'a eu de cesse de saboter les projets des gouvernements de gauche au pouvoir.

QUEL TYPE D'ÉTAT POUR LA TRANSITION SOUHAITEE VERS LE SOCIALISME ?

Pour Samir Amin, le socialisme (ou le communisme) est un stade supérieur de la civilisation. Même s'il faudrait le réclamer tout de suite, il est clair de leur point de vue qu'il y aura une transition plus ou moins longue entre la fin du capitalisme et l'avènement d'une nouvelle civilisation. Il est clair également qu'aucun pays pris individuellement ne peut amorcer la « transition socialiste » tout seul, et *a fortiori* établir un nouveau système tout seul.

En attendant d'arriver au socialisme, l'étape d'un « capitalisme d'Etat » semble, à leurs yeux, incontournable. L'expression « capitalisme d'Etat » n'est pas très claire. Elle renvoie à un capitalisme piloté par l'Etat – un peu à la manière chinoise – mais qui aurait une dimension sociale significative. Ce capitalisme d'Etat serait basé sur un système industriel intégré qui favorise l'expansion du marché intérieur et serait pour le maintien et le développement de l'agriculture paysanne.

Etant donné que la bureaucratie d'Etat devient de plus en plus envahissante et qu'elle tend souvent à paralyser les initiatives venant de la base, ce capitalisme d'Etat devra être fortement tempéré par les « interventions permanentes » des organisations représentant les classes populaires.

QUEL MODELE DE DEVELOPPEMENT ET QUI POUR PORTER LES PROJETS SOUVERAINS ?

Il faudra nécessairement un nouveau modèle de développement selon François Houtart. Car le capitalisme est une « économie sacrificielle » en tant qu'il favorise non seulement sur une logique de paupérisation globale mais encore il repose sur la destruction des écosystèmes et de l'habitat naturel des êtres humains. En Chine, selon les chiffres de l'Organisation Mondiale de la Santé, il y a chaque année 1,2 million de personnes qui meurent chaque année du fait de la pollution de l'air. Pour aboutir à ce nouveau modèle de développement, la réflexion théorique devra intégrer la pensée écosocialiste.

Bien que la nécessité de sortir de la dictature de la Finance, et du capitalisme, ne souffre d'aucune ambiguïté, le constat est que les Etats « démocratiques » du Sud ne veulent pas de leur indépendance. Les Etats africains sont incapables à l'heure actuelle de porter de « projets souverains ». Ou dit autrement, il n'y a pas pour le moment de bloc social historique porteur d'alternatives au *statu quo*.

Si les classes moyennes ont été réactionnaires en Amérique Latine, dans des pays comme le Brésil et le Venezuela, cela est également le cas dans la plupart des pays africains où les classes moyennes trouvent leur compte dans le modèle de lumpen-développement. L'idée de « projets souverains » ne leur parle donc pas pour l'instant.

La conception de la démocratie – réduite aux élections et à l'alternance au sommet du pouvoir exécutif – est une faiblesse « gigantesque » des mouvements sociaux et des forces progressistes qui œuvrent pour le changement en Afrique. Elle conduit généralement à perdre de vue les aspects structurels – notamment la domination impérialiste - sur lesquels des luttes décisives sont nécessaires.

Un autre élément d'explication tient à l'inexistence d'une gauche digne de ce nom en Afrique. De manière générale, la crise est plus profonde chez la gauche que pour le capitalisme. A l'heure actuelle, le constat malheureux est que « la fonction de la gauche est d'être le viagra du capitalisme sénile » (F. Houtart). Contrairement aux forces dominantes d'aujourd'hui, la gauche n'a pas eu jusque-là de propositions alternatives pour surmonter les crises politiques et sociales récurrentes qui ponctuent la marche du continent africain.

Mais la responsabilité de l'essoufflement de la gauche n'est pas imputable uniquement à la gauche. Le capitalisme a une politique délibérée de destruction des mouvements sociaux (cf. la situation actuelle du mouvement ouvrier). Pour autant, partout, il y a encore et toujours des résistances dans tous les secteurs. Malheureusement, elles ne prennent pas la forme de mouvements organisés. Faut-il dès lors construire des réseaux de résistance afin d'avoir une certaine consistance et d'engranger des succès ? Devant la crise des partis politique d'avant-garde, il est nécessaire d'aller vers de nouvelles formes d'organisation lesquelles permettront de donner une expression plus aboutie aux mécontentements et revendications ici et là.

PERSPECTIVES :

Il nous faut une analyse approfondie du système dominant et des stratégies changeantes des forces dominantes. Il nous faut également apprendre des révolutions du XXe siècle et essayer d'en tirer des leçons pour le présent, notamment comprendre les échecs ou impasses auxquels ils ont pu être confrontés afin d'élaborer des stratégies de luttes à même de déboucher sur des avancées significatives dans le contexte d'aujourd'hui. Il est nécessaire enfin d'identifier les sujets qui pourront porter les projets souverains et d'étudier les contradictions qui pourraient exister en leur sein et la manière dont celles-ci pourraient être surmontées. Telles sont les trois recommandations principales qui ont bouclé ce symposium.

Un certain nombre de questions ont été posées qui ont fait l'objet de débats et pour lesquelles toute conclusion serait prématurée à ce stade de la réflexion. Par exemple :

- Est-il possible de développer les forces productives ou de les transformer en mieux en dehors du capitalisme ? Si oui, comment ?
- Comment les besoins sociaux doivent-ils être satisfaits ? A partir de quels principes ?
- Comment réorienter la gauche de manière à ce qu'elle évite de reproduire la logique capitaliste dans ses luttes ?
- Quelles solidarités innovantes Sud/Sud ? Quel bilan tirer des partenariats Sud/Sud ?
- Comment faire revivre l'internationalisme à un moment où il n'a jamais été aussi propice ?

Ces questions seront certainement au menu du symposium que le Forum Tiers Monde compte organiser l'année prochaine. Après ce premier travail de déblayage et d'identification des questions clés, il s'agira en 2017 d'orienter la discussion autour d'études détaillées de pays africains pour lesquels des propositions existent en termes d'alternatives.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

AFRIQUE DE L'OUEST

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal

Téléphone : +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | site web : www.rosalux.sn

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Les points de vue exprimés par l'auteur ne représentent pas nécessairement ceux de la Fondation Rosa Luxemburg.